

30 ans après la chute du Mur

Une Allemagne unifiée, une population désunie

Hans STARK

Novembre 2019



Comité d'études
des relations
franco-allemandes

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Cette *Note* est publiée dans le cadre du *Dialogue d'avenir franco-allemand*, un projet mené en coopération par le Cerfa à l'Ifri, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la fondation Robert Bosch.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0088-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Hans Stark, « 30 ans après la chute du Mur. Une Allemagne unifiée, une population désunie », *Notes du Cerfa*, n° 150, Ifri, novembre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark est secrétaire général du Cerfa. Katja Borck est chargée de projets et du « Dialogue d'avenir franco-allemand ». Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Après avoir obtenu le diplôme, puis le DEA de l'Institut d'études politiques de Paris (en 1987 puis en 1990) dans les sections « Relations internationales » et « Études est-européennes », **Hans Stark** a réalisé une thèse de doctorat en sciences politiques consacrée à la politique européenne de l'Allemagne et soutenue en 2001 à La Sorbonne (Université Paris I). En 2011, il a obtenu l'habilitation à diriger des recherches de l'Université Lille 3 en études germaniques.

Depuis 1991, Hans Stark est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri, où il consacre l'essentiel de ses travaux à la politique étrangère et à la politique européenne de l'Allemagne. Il enseigne parallèlement à l'université, d'abord en tant que chargé de cours à Sciences-Po (depuis 2002), puis en tant que maître de conférences à l'Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle (entre 2005 et 2012). En 2012, il a été nommé professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne.

Il est également membre des comités des rédactions des revues *Politique étrangère* et *Allemagne d'aujourd'hui*, du laboratoire de recherche SIRICE de La Sorbonne et du Conseil d'orientation (*Beirat*) de la Fondation Genshagen.

Résumé

Trente ans après la chute du Mur de Berlin, l'heure n'est pas à la fête. Les succès électoraux du parti allemand d'extrême-droite Alternative für Deutschland (AfD) en Saxe, dans le Brandebourg et en Thuringe en septembre et octobre 2019 reflètent un malaise et un mécontentement croissants dans les nouveaux Länder face à un bilan en demi-teinte de l'unification. Un taux de chômage tombé à 6,1 % en octobre 2019, des infrastructures modernes et des centres-villes restaurés avec soin pourraient donner le sentiment que l'unification économique a été menée à bien. Mais la réalité est plus contrastée. Les nouveaux Länder n'ont pas attrapé leur retard sur ceux de l'ancienne République fédérale d'Allemagne (RFA) et ne l'attraperont sans doute jamais. L'émigration vers les anciens Länder se poursuit, alors que l'ex-République démocratique allemande (RDA) – à l'exception de Berlin, Dresde et Leipzig – se vide de ses habitants. La domination politique, économique et culturelle des Allemands de l'Ouest, y compris dans les nouveaux Länder de l'ex-RDA, se poursuit, et crée tensions et frustrations qui alimentent le vote AfD.

Abstract

Thirty years after the fall of the Berlin Wall, celebrations have taken a disappointing turn. The electoral successes of the far-right German party AfD in Saxony, Brandenburg and Thuringia in September and October 2019 reflect growing unease and discontent in the new Länder faced with mitigated outcomes of the unification. An unemployment rate of 6,1 % in October 2019, modern infrastructure and carefully restored town centres could give the impression that economic unification has been achieved. However, the reality is more nuanced. The new Länder have not been able to catch up with former West Germany so far and probably never will. Emigration to the old Länder continues, while the population of the former GDR (with the exception of Berlin, Dresden and Leipzig) keeps declining. The political, economic and cultural domination of West Germans, including in the Länder of the former GDR, persists, sparking tensions and frustrations that fuel the AfD vote.

Sommaire

INTRODUCTION	6
L'UNIFICATION ÉCONOMIQUE DES DEUX ALLEMAGNES : UN BILAN EN DEMI-TEINTE	8
DU DÉCROCHAGE ÉCONOMIQUE À LA DIVISION CULTURELLE : L'IDENTITÉ « EST-ALLEMANDE » DEMEURE PÉRENNE	15
DE LA FRUSTRATION AU VOTE AFD : LES NOUVEAUX LÄNDER, FIEF DE L'EXTRÊME-DROITE ?	20
CONCLUSION : DE LA DIVISION À LA FRACTURE, L'ALLEMAGNE 30 ANS APRÈS	23

Introduction

Au lendemain de la chute du Mur de Berlin, quand la perspective de l'unité allemande s'esquisse sérieusement, deux idées dominent. Pour les dirigeants de l'époque, le processus d'unification politique et économique doit pouvoir s'achever rapidement ; et il ne doit pas remettre en question le fonctionnement institutionnel et les équilibres socio-culturels de la République fédérale. La future ex-République démocratique allemande (RDA), bientôt appelée les « nouveaux Länder », doit pouvoir adopter et intégrer sans heurts et sans difficulté les règles de fonctionnement constitutionnels et économiques d'une République fédérale d'Allemagne (RFA) dont la prospérité économique et la stabilité démocratique ne peuvent que servir de modèle à une RDA exsangue, ruinée et déconsidérée – et qui cessera tout simplement d'exister en adhérant « avec armes et bagages » à l'Allemagne de l'Ouest le 3 octobre 1990.

Trente ans après la chute du Mur, le bilan de cette unification menée au pas de charge est mitigé. La continuité politique a certes été assurée avec une Loi fondamentale restée en vigueur et une CDU-CSU déjà aux commandes le 9 novembre 1989 et toujours au pouvoir trente ans plus tard¹. En 2019, Angela Merkel, entrée en politique en 1990 sous Helmut Kohl, dirige l'Allemagne depuis 14 ans. La chancelière reflète donc cette continuité, même si l'équilibre politique hérité de l'ancienne RFA commence à s'éroder sérieusement. Sur le plan économique, la vision de Helmut Kohl promettant que l'ex-RDA connaîtrait des « paysages florissants » est – du moins partiellement – devenue réalité. Villes et infrastructures est-allemandes ont été rénovées. Dresde, Leipzig, Iéna et Berlin-Est attirent investissements et capital humain. Le taux de chômage, supérieur à 20 % au début des années 1990 dans l'est de l'Allemagne y est tombé en dessous à 6,1 % en octobre 2019². La qualité de vie dans les « nouveaux Länder » est incomparablement supérieure à celle de la RDA et n'a rien à envier à celle des Länder de l'Ouest pour ce qui concerne les villes. La situation du monde rural est-allemand est différente.

Et pourtant, un Allemand de l'Est sur deux porte un jugement négatif sur le bilan de l'unification, et l'extrême-droite allemande – l'Alternative für

1. Après l'unification, la Christlich Demokratische Union (CDU) et son partenaire de la Christlich-Soziale Union (CSU) se sont toutefois trouvées dans l'opposition entre 1998 et 2005.

2. « Arbeitslosenquote in Deutschland nach Bundesländern im Oktober 2019 », statistiques disponibles sur : <https://de.statista.com>.

Deutschland (AfD) – attire les voix de plus d’un quart des électeurs est-allemands, un chiffre qui pourrait encore s’accroître. L’ancien ministre-président du Brandebourg et ex-président du Parti social-démocrate (SPD) Matthias Platzeck s’inquiète ouvertement de « l’ambiance maussade » qui, selon lui, règne en Allemagne de l’Est³, alors que le pays célèbre le 30^e anniversaire de la chute du Mur. D’après une étude du Centre de recherche d’intégration et de migration (DeZIM-Institut) en Allemagne, 35 % des Allemands de l’Est se considèrent comme des « citoyens de seconde classe⁴ », sentiment qui se traduit par un rejet manifeste du système politique et économique allemand, et par un soutien à des partis promettant un changement de régime, comme l’AfD. Trente ans après le 9 novembre 1989, l’heure n’est donc pas à la fête. Sur le plan administratif, l’Allemagne est certes unifiée, mais d’un point de vue économique, culturel et même politique, elle reste divisée⁵.

3. « Das Gefühl ausgebildet, der Staat habe nicht mehr alles im Griff », *Der Spiegel*, 14 août 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

4. « Ost-Migrantische Analogien I », DeZIM-Institut, avril 2019, p. 22, disponible sur : www.dezim-institut.de.

5. « Zerrissen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, 3 août 2019.

L'unification économique des deux Allemagnes : un bilan en demi-teinte

L'apparence d'un pays « normal » et prospère (villages rénovés, centres-villes restaurés, infrastructures modernes) peut induire en erreur. En 2019, le PIB (produit intérieur brut) des nouveaux Länder ne représente toujours que 80 % du PIB moyen des régions de l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Et l'écart s'avère difficile à réduire, risque au contraire de se creuser à nouveau dans les années à venir. Les raisons de ce relatif échec sont multiples.

Force est d'abord de souligner que le double impact de la division et de l'économie planifiée en RDA a sans doute été sous-estimé quand Helmut Kohl a évoqué la perspective des « paysages florissants » : 36 000 entreprises est-allemandes ont « migré » en RFA avant la construction du Mur en 1961. Le parc industriel restant a été nationalisé par la RDA, qui disposait à compter des années 1970 d'un total d'environ 11 000 entreprises, axées pour l'essentiel sur l'industrie lourde. Vétustes et polluantes, ces entreprises n'avaient qu'une perspective très réduite d'être un jour remises à niveau et restructurées au lendemain de l'unification, ne serait-ce qu'en raison du taux de change 1 pour 1 entre le Deutschemark et le Mark est-allemand (décidé par l'équipe de Helmut Kohl le 1^{er} juillet 1990) qui avait fini de miner ce qui restait de la compétitivité de l'industrie est-allemande.

Cette dernière avait été confiée à une agence, la Treuhandanstalt (THA), chargée par le gouvernement fédéral, à partir de 1990, de transformer les structures de propriété et de production est-allemande en introduisant le cadre institutionnel de l'économie de marché en ex-RDA⁶. Le tout avant 1994 – donc au pas de charge. Placée sous les auspices du ministère fédéral de l'Économie, la THA était donc responsable de la privatisation et de la restructuration des actifs de l'État est-allemand, afin de mettre en place un cadre s'inspirant de l'ordo-libéralisme et de la politique de désengagement de l'État de l'économie chère au gouvernement Kohl depuis son arrivée au pouvoir à Bonn en 1982. Les résultats de cette politique ont été drastiques : fin décembre 1994, 6 546 entreprises étaient privatisées

6. L'ouvrage de référence sur cette problématique est celui de M. Böick, *Die Treuhand. Idee – Praxis – Erfahrung 1990-1994*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2018. Voir également N. F. Pötzl, *Der Treuhand-Komplex. Legenden, Fakten, Emotionen*, Hambourg, Kursbuch Edition, 2019.

(soit 52 %), 3 718 entreprises fermées (soit 30 %), et 1 588 restituées à leurs anciens propriétaires, soit 13 %⁷.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche et de la rapidité du processus, la privatisation de l'industrie est-allemande menée par la THA peut certes être considérée comme un succès. En revanche, elle a fait monter en flèche le taux de chômage en ex-RDA (plus de 20 %). À peine un tiers des emplois d'avant 1989 a pu être maintenu, et dans l'industrie est-allemande 80 % des emplois ont disparu. De plus, la privatisation s'est révélée être un gouffre financier, la THA laissant un déficit de 275 milliards de deutschemarks. Ce déficit s'explique aussi par le fait que la Treuhand a soldé la dette des entreprises est-allemandes (104 milliards), et parce qu'elle a investi 40 milliards dans l'assainissement des eaux et des terres très polluées en Allemagne de l'Est⁸. Enfin, loin de restructurer l'économie est-allemande, la THA a surtout procédé à une réduction drastique de près de deux tiers de ses effectifs, imposant à l'ex-RDA une thérapie de choc sans équivalent dans les autres pays d'Europe centrale et orientale⁹.

Aujourd'hui, alors que tous les économistes s'accordent à relever la persistance des écarts de compétitivité entre « les deux Allemagnes », l'héritage de la THA a largement contribué au maintien du fossé entre les Allemands de l'Ouest et de l'Est. Ces derniers associent la privatisation d'abord à une très lourde et (pour beaucoup d'entre eux) douloureuse transformation de leur mode et de leur cadre de vie. Rares sont ceux qui ont gardé leur emploi durant cette période, voire même le métier qu'ils exerçaient avant 1989. Une majorité d'entre eux a connu le chômage, soit personnellement, soit dans leur environnement familial proche. De plus, l'action de la THA a été mise en œuvre par des fonctionnaires ouest-allemands, seuls à disposer alors des « savoir-faire » nécessaires aux plans juridique et administratif pour mener une opération d'une telle ampleur. Mais ils ont évidemment été perçus comme des colonisateurs (d'autant qu'ils bénéficiaient de « primes de pénibilité »). Enfin, avec les entreprises est-allemandes ont aussi disparu des produits et donc des « marques » faisant partie d'un patrimoine culturel auquel les Allemands de l'Est étaient attachés, et dont ils étaient fiers.

Le fait d'avoir « bradé » ce patrimoine au pas de charge n'a pu être ressenti que comme une forme de spoliation d'héritage et de mépris, voire

7. J. Massol, « La Treuhandanstalt et son rôle dans la privatisation Est-allemande : un cas exemplaire ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 33, n° 2, 2002, p. 79-113.

8. « Ostdeutsches Trauma. Die Treuhand war besser als ihr Ruf », *Der Spiegel*, 6 septembre 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

9. J. Massol, « La Treuhandanstalt et son rôle dans la privatisation Est-allemande : un cas exemplaire ? », *op. cit.*

comme un énorme gâchis, auxquels les citoyens des nouveaux Länder ont dû assister sans avoir eu voix au chapitre. Donc impuissants – alors que ce sont eux qui ont fait la « révolution 1989 » en tant que « peuple souverain¹⁰ ». Le sentiment d'être traités comme des « citoyens de seconde classe » est né de cette expérience d'avoir été dépossédé de son pouvoir souverain, dont se nourrit le vote AfD aujourd'hui. Mais force est également de constater que la très grande majorité des entreprises est-allemandes se trouvait dans un état de délabrement tel que leur reconversion s'est rapidement révélée impossible. Néanmoins, le bilan contrasté de la Treuhand sert aujourd'hui de fondement à la thèse complotiste, défendue tant par l'AFD que par l'extrême-gauche Die Linke, selon laquelle le gouvernement fédéral aurait détruit le potentiel industriel est-allemand pour « protéger » celui de la RFA. Une théorie rejetée par les économistes¹¹. Ainsi le bilan de Treuhand fait-il aujourd'hui l'objet d'analyses approfondies, commandées notamment par le Bundestag, pour dissiper les rumeurs et faire la lumière en toute objectivité sur le processus de privatisation mené par la Treuhand entre 1990 et 1994.

La transformation économique de l'ex-RDA a aussi eu des conséquences démographiques, qui affectent à leur tour l'économie des nouveaux Länder :

- 5,2 millions d'Allemands de l'Est (soit près d'un tiers de la population de la RDA) ont migré vers les nouveaux Länder entre 1989 et 2015, afin, surtout, d'échapper au chômage et à l'absence de perspectives économiques ;
- 3,3 millions d'Allemands de l'Ouest se sont installés durant cette période dans les nouveaux Länder, pour occuper, pour l'essentiel, des postes dans l'enseignement et dans l'administration laissés vacants par des Allemands de l'Est¹².

Le solde migratoire de l'Allemagne de l'Est est donc nettement négatif. Si les nouveaux Länder (Berlin compris) ont perdu presque deux millions d'habitants, l'ex-Allemagne de l'Ouest en a gagné 6,6 millions. Ces différences sont d'autant plus dramatiques que ce sont les jeunes populations, bien formées et diplômées (avec une majorité de femmes) qui ont quitté l'Allemagne de l'Est, dont la population demeurée sur place

10. D'où cette fameuse parole « *Wir sind das Volk* – Nous sommes le peuple », massivement scandée lors des manifestations de l'automne 1989 dans les villes est-allemandes.

11. M. Böick, *Die Treuhand*, op. cit.

12. N'ayant pas été très regardant dans les années 1950 lors de l'intégration des élites du III^e Reich dans la vie active ouest-allemande, la République fédérale s'est au contraire montrée sévère, après l'unification, pour les membres du Parti communiste est-allemand, les écartant des postes qu'ils avaient occupés auparavant, voire de la vie active tout court – ce qui a fortement contribué à creuser le fossé entre les deux sociétés.

affiche une moyenne d'âge supérieure à la moyenne nationale qui est déjà élevée¹³. Enfin, s'ajoutent au phénomène migratoire les effets de la chute de la fécondité, le déficit du solde naturel étant également plus important en Allemagne de l'Est qu'à l'échelle nationale.

L'évolution démographique est-allemande est d'autant plus préoccupante que la RDA avait déjà perdu deux millions d'habitants entre 1949 et 1961. Et qu'elle n'a pas connu l'afflux des travailleurs immigrés (mis à part quelques milliers travailleurs venus des pays socialistes « frères » comme l'Angola ou le Vietnam) que la RDA a accueillis à partir des années 1960. Ainsi le nombre d'habitants des régions de l'Allemagne de l'Ouest s'est-il accru de 46 % depuis 1945, alors que l'Allemagne de l'Est accuse au total une perte de 27 % depuis la fin de la guerre¹⁴. Le nombre des habitants des nouveaux Länder (Berlin compris) est par conséquent aujourd'hui égal à celui de 1905¹⁵. Selon les estimations démographiques, les régions est-allemandes vont perdre encore 12 % de leur population d'ici 2035, alors que dans les régions de l'ancienne RFA le nombre des habitants se maintiendra à son niveau actuel grâce à l'immigration. Et si l'on ne considère que l'évolution de la population active, le déclin démographique des nouveaux Länder dans les quinze ans à venir devrait être plus dramatique encore, car estimé à 20 %¹⁶.

De plus, cette évolution frappe surtout les régions rurales, l'exode ayant pour conséquence une véritable désertification au niveau des infrastructures, des transports publics, de la couverture médicale, du réseau internet, et bien sûr des investissements des entreprises et des services publics. Les habitants demeurés sur place, vieillissants et proportionnellement peu diplômés, vivent le décrochage en temps réel, et le perçoivent comme un déclassement et un abandon supplémentaires. La radicalisation politique est une des conséquences de cette situation. Les régions rurales d'Allemagne de l'Est connaissent une situation démographique désastreuse : un taux d'émigration élevé, un excédent important d'hommes en âge de se marier et souvent sous-diplômés, et une surreprésentation des plus de 65 ans. L'absence croissante de familles, de femmes diplômées et de jeunes dissuade l'État et les entreprises de rester et d'investir, multiplie le nombre de maisons laissées à l'abandon, crée parmi

13. Voir A. Salles, « Entre vieillissement et migrations : la difficile équation allemande », *Notes du Cerfa*, n° 138, Ifri, juin 2017.

14. F. Rösel, « Die Wucht der deutschen Teilung wurde völlig unterschätzt », *ifo Dresden*, n° 3, 2019, p. 23-25.

15. « Bevölkerungsentwicklung: In Ostdeutschland leben so wenig Menschen wie 1905 », *Zeit Online*, 12 juin 2019.

16. J. Ragnitz, « Ostdeutschland im globalen Wettbewerb: Zuwanderung tut not », *Ifo Dresden berichtet*, n° 3, 2019, p. 3-5.

les hommes « en surnombre » la subculture des « Incels¹⁷ » et entraîne évidemment le démantèlement des services publics.

Se sentant abandonnée, la population restée sur place dans ces zones désaffectées se considère comme discriminée, d'où le sentiment de « déclassé » qui nourrit le rejet des « élites », du « système », ainsi que des étrangers avec qui il faut partager des biens publics qui se raréfient (alors que l'Allemagne de l'Est a besoin d'immigrés). Aussi, à l'instar du vote pro-Trump des électeurs américains vivant dans les régions rurales et désindustrialisées de la Rust Belt, du vote Le Pen décidé des électeurs français du Nord et du Grand Est, du vote pro-Brexit du nord de l'Angleterre, les électeurs des nouveaux Länder vivant dans des régions rurales se tournent vers le parti qui promet de les soutenir et de leur redonner une voix : l'AfD. Plus encore que le chômage, tombé assez bas en Allemagne de l'Est, le déclin démographique et l'émigration des personnes diplômées creusent les écarts et contribuent à la radicalisation des individus¹⁸.

Le déclin démographique et le retard économique forment évidemment un tout indissociable. La productivité des nouveaux Länder, rappelons-le, atteint aujourd'hui environ 80 % de celle des anciens Länder¹⁹. Si l'on tient compte du fait que le niveau de productivité de l'ex-RDA n'était que de 45 % de celui des anciens Länder en 1991, force est de souligner qu'un énorme effort de rattrapage a été réalisé. Les transferts financiers Ouest-Est réalisés dans le cadre des « pactes de solidarité » I (1995-2004, soit 94 milliards) et II (2005-2019, soit 156,6 milliards) n'y sont certes pas étrangers. En tout, près de 2 000 milliards d'euros ont été transférés des anciens vers les nouveaux Länder depuis 1990, les deux tiers de ce montant l'ayant été dans le cadre de la politique sociale²⁰.

Depuis 2010 cependant, le processus de rattrapage stagne, ce qui se traduit aussi au niveau des salaires. Le salaire brut annuel moyen dans les anciens Länder est de 36 088 euros ; et dans les nouveaux Länder de 31 242 euros – une différence de près de 4 900 euros qui explique aussi le sentiment des Allemands de l'Est d'être des citoyens de seconde classe²¹. À l'exception de Berlin, pas un seul Land est-allemand n'atteint le niveau de productivité du Land ouest-allemand économiquement le plus faible,

17. « Incel », ou « involuntary celibate », désigne une sous-culture à laquelle adhèrent très majoritairement des hommes sans partenaire qui compensent leur « célibat forcé » par une idéologie focalisée sur le ressentiment, la misogynie, la violence, la xénophobie et le soutien à l'extrême-droite.

18. K. Salomo, « Abwanderung, Alterung, Frauenschwund. Die verkannte Gefahr für eine offene Gesellschaft », *WZB Mitteilungen*, Heft n° 165, septembre 2019, p. 10-12.

19. « Produktivitätsunterschiede zwischen West- und Ostdeutschland und mögliche Erklärungsfaktoren », *LAB Forschungsbericht*, n° 16, 2017.

20. « Der Ost-Komplex », *Der Spiegel*, n° 35, 24 août 2019.

21. « Ostdeutsche arbeiten länger und verdienen weniger », *FAZ*, 6 juillet 2019.

la Sarre. D'ici 2045, l'écart des taux de productivité entre anciens et nouveaux Länder devrait même s'accroître²². Aussi, les économistes allemands considèrent-ils que les nouveaux Länder n'atteindront jamais la productivité ouest-allemande, du fait de l'évolution démographique, d'un tissu urbain insuffisant (à part Berlin, Leipzig et Dresde) et de la trop faible part de l'industrie dans le PIB des nouveaux Länder²³. Ces mêmes économistes critiquent également la politique des transferts financiers des trois dernières décennies, estimant qu'au lieu d'une répartition tous azimuts, il aurait fallu concentrer l'aide financière sur les pôles ayant le potentiel le plus prometteur – ce qui aurait renforcé l'attractivité des villes et grandes agglomérations est-allemandes et accentué encore davantage le décrochage économique des régions rurales. Une option politiquement très contestée en Allemagne.

Les problèmes économiques des nouveaux Länder sont avant tout de nature structurelle. Ils ne profitent pas autant de l'ouverture des entreprises allemandes au commerce international, donc exportent moins. Si l'on compte autant de petites et moyennes entreprises à l'est de l'Allemagne qu'à l'ouest, les petites et moyennes entreprises (PME) est-allemandes sont généralement de très petite taille, ce qui n'est pas le cas des PME ouest-allemandes. La différence est encore plus dramatique lorsqu'on considère les grandes entreprises. Parmi les 500 plus grandes entreprises allemandes, seulement 36 ont leur siège social dans les nouveaux Länder²⁴. Ces derniers ne sont donc pas attractifs pour la main-d'œuvre hautement qualifiée, ce qui s'explique aussi par les écarts de productivité entre entreprises est- et ouest-allemandes de taille comparable – en moyenne de 20 % au profit des dernières²⁵.

Les perspectives de développement économique des nouveaux Länder sont donc plutôt sombres, à l'exception des agglomérations de Berlin, Leipzig, Dresde et Iéna. Étant donné le déclin démographique et le besoin de main-d'œuvre qualifiée, ces Länder ont un évident besoin d'immigration. Or les faibles salaires (compensés en partie par des loyers plus bas, Berlin excepté), la xénophobie très répandue (l'AfD oscille entre 25 et 30 % dans les sondages), l'hostilité envers les Allemands de l'Ouest et surtout envers les immigrés, créent un climat très peu propice à l'arrivée (ou le maintien) dans ces nouveaux Länder de jeunes Allemands diplômés et qualifiés. Au vu de ces facteurs, les écarts de productivité et de développement entre ce que furent jadis (ou ce que sont encore aujourd'hui) les « deux Allemagne »

22. « Der Osten droht den Anschluss zu verlieren », *FAZ*, 1^{er} octobre 2018.

23. « Ostdeutschland: Viele Regionen im Osten sind noch immer abgehängt », *Zeit Online*, 22 août 2019.

24. « Die Rangliste der 500 grössten Konzerne Deutschlands », *Die Welt*, 16 juillet 2019.

25. « Vereintes Land – drei Jahrzehnte nach dem Mauerfall », *Leibniz Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH)*, 2019.

risquent de s'inscrire dans une perspective de très long terme et surtout de s'aggraver, en dépit de l'effort de redressement économique consenti par l'ancienne RFA sur le plan financier depuis trente ans.

Du décrochage économique à la division culturelle : l'identité « est-allemande » demeure pérenne

Le sentiment de vivre dans une région qui a « décroché », et de faire partie d'une catégorie d'Allemands « de seconde classe » a un double impact sur l'identité et le vote des Allemands de l'Est. Ces derniers ne portent pas le même regard sur le bilan de l'unité, et l'évolution des nouveaux Länder depuis 1990, que les Allemands de l'Ouest. Ces derniers, interrogés par l'Institut de sondage d'Allensbach, ne sont que 36 % à se montrer critiques à l'égard de l'évolution de l'ex-RDA, alors que 48 % des Allemands de l'Est portent un regard négatif sur leur propre situation. De même, 74 % des Allemands de l'Est estiment que les conditions de vie entre l'Est et l'Ouest sont très différentes – un jugement partagé par seulement 43 % de leurs compatriotes à l'Ouest. Ils sont, en revanche, d'accord pour considérer à 77 % que les perspectives professionnelles à l'Ouest sont meilleures qu'à l'Est (2 % seulement pensent le contraire).

La forte émigration d'Allemands de l'Est vers l'Ouest, et la densité de plus en faible de la population à l'est de l'Allemagne, créent également des distorsions quant aux attentes et aux interrogations des habitants des deux parties de la République fédérale – à tel point qu'on peut parfois se demander s'ils vivent dans le même pays. À l'Ouest, les critiques portent sur les loyers qui augmentent et la flambée des prix immobiliers, sur l'insuffisance des transports en commun, et l'augmentation générale des coûts de la vie. À l'Est, mis à part les plaintes sur les transports en commun, les interrogations sont très différentes, et portent majoritairement sur le manque de médecins sur place, sur les départs continus de la main-d'œuvre bien formée et qualifiée, sur le manque d'attractivité pour les jeunes générations. L'émigration est, de loin, le principal sujet d'inquiétude des Allemands de l'Est – problème quasi-inconnu en Allemagne de l'Ouest.

L'Allemagne de l'Est se vide de ses habitants. Ceux qui restent, en vieillissant, ont le sentiment que leur région se meurt, en dépit du dynamisme des pôles urbains. Aussi, plus d'un Allemand de l'Est sur trois en âge de travailler craint-il de se retrouver un jour ou l'autre dans la

catégorie de ceux qui ont « décroché », tandis que les (futurs) retraités, notamment ceux qui ont été concernés par les lois sociales de Schröder, craignent la pauvreté. C'est au sein de cet électorat que l'AfD trouve ses soutiens en Allemagne de l'Est. Le décrochage économique et la conviction que les conditions de vie entre anciens et nouveaux Länder demeurent trop inégales, accentuent et perpétuent le sentiment d'une « identité est-allemande ».

Alors que 71 % des Allemands de l'Ouest se considèrent d'abord comme des Allemands tout court, puis Européens ou bien habitants d'une région spécifique, à l'Est ils sont 47 % (contre 44 %) à se sentir d'abord « Allemands de l'Est ». Ce sentiment d'appartenance à « une autre Allemagne » était déjà très fort dans les années 1990. Après avoir décliné après 2000, il est redevenu très sensible depuis quelques années. D'où les succès de partis comme Die Linke et l'AfD, surtout dans les nouveaux Länder (où ils drainent ensemble environ 40 % des voix), dont ils se veulent les porte-parole. Les écarts économiques entre les deux Allemagnes, et les divergences qui se manifestent au niveau des mentalités de part et d'autre de l'ancien « rideau de fer », témoignent du relatif échec de la politique d'unité menée depuis 1990. La rénovation des centres-villes et la modernisation du réseau routier s'avéraient certes indispensables. Mais à elles seules, elles ne suffisent pas à instaurer un climat propice à l'investissement, à la création d'entreprises et au maintien sur place des jeunes diplômés. Ni à permettre de surmonter les divisions persistantes entre Allemands de l'Est et de l'Ouest²⁶.

Que ces dernières subsistent est d'autant plus préoccupant qu'elles ne se limitent pas aux générations vieillissantes jadis socialisées par la RFA et la RDA, donc durant la guerre froide. Les sondages montrent que même les générations nées après 1989, qui n'ont pas connu le Mur ni la division, perpétuent le clivage entre les sociétés des « nouveaux » et des « anciens » Länder. Ce clivage, de nature économique, se traduit notamment sur le plan politique. On trouve parmi les Allemands de l'Est des moins de trente ans davantage de personnes exprimant des opinions xénophobes et islamophobes que parmi les jeunes Allemands de l'Ouest. À l'Est, parmi les moins de trente ans, le sentiment d'injustice et de discrimination est également très répandu, alors que le contraire n'existe pas à l'Ouest. De même, le rejet à la fois de la démocratie, de l'ouverture des frontières et du « système » politique allemand, ainsi que l'attraction pour un régime autoritaire incarné par « un homme fort » trouvent plus d'écho parmi les jeunes est-allemands que parmi ceux des anciens Länder. De même, à l'Est, le regard que les jeunes portent sur leur situation personnelle est plus négatif qu'à l'Ouest. Les valeurs autoritaires et l'adhésion aux idéologies d'extrême-

26. « Das ostdeutsche Identitätsgefühl », *FAZ*, 24 août 2019.

droite y trouvent un terreau plus fertile que parmi les jeunes nés en ex-Allemagne de l'Ouest – même si l'on ne peut nier que ces tendances existent aussi, fût-ce à un degré moindre, dans les anciens Länder.

Ainsi, 65 % des jeunes Allemands de l'Est (contre 41 % à l'Ouest) considèrent-ils que les différences entre les « deux Allemagnes » demeurent très importantes ; 19 % d'entre eux (contre 12 % à l'Ouest) pensent que la démocratie n'est pas le meilleur régime politique ; et 43 % (contre 33 %) estiment qu'il n'y a aucune différence entre les partis qui se présentent aux élections. Seulement 56 % des jeunes Est-Allemands (contre 62 % à l'Ouest) se prononcent en faveur d'une Allemagne « ouverte et tolérante » vis-à-vis des étrangers, alors qu'ils sont 39 % (contre 33 % à l'Ouest) à préférer que l'Allemagne défende d'abord ses valeurs chrétiennes et traditionnelles. 55 % des jeunes Allemands de l'Est soutiennent l'intégration européenne (62 % à l'Ouest). Quant à l'unification, 74 % des jeunes Allemands de l'Ouest estiment qu'elle a globalement réussi – un jugement partagé par 61 % des jeunes à l'Est. En revanche, si les jeunes Allemands de l'Est approuvent majoritairement l'unification, ils sont aussi 67 % à considérer que tout n'était pas négatif en RDA (point de vue partagé par seulement 35 % des jeunes à l'Ouest)²⁷.

Ces sondages montrent certes qu'une majorité stable des jeunes Allemands de l'Est porte un regard globalement positif sur l'unification ainsi que sur le régime politique de la République fédérale et sa place dans le monde. Les résultats des élections régionales en témoignent aussi, car en dépit des bons scores de l'AfD, cette dernière demeure, rappelons-le, minoritaire. En revanche, le regard qu'ils portent sur les perspectives économiques de leurs régions est lucide et reflète une réalité qui est perçue comme étant loin d'être globalement positive. Si la situation économique en Allemagne de l'Est s'est objectivement améliorée durant trois décennies, les écarts entre les deux Allemagne en termes de dynamisme économique et de niveau de vie restent très importants. D'où la ruée des jeunes vers l'Ouest, et la propension très élevée de voter pour les partis d'extrême-droite.

Enfin, les jeunes de l'Est souffrent non seulement d'un manque de perspectives, mais aussi de l'absence de respect pour la génération de leurs parents, dont beaucoup furent des cadres moyens et supérieurs en ex-RDA. Ils ont certes vécu sous un régime qui les a privés de liberté, mais qui leur concédait un espace de solidarité qui n'a pas été reconnu comme une valeur propre et un acquis à préserver par les Allemands de l'Ouest. Ces derniers estiment en revanche que l'effort financier consenti (notamment au niveau

27. R. Faus et S. Storcks, « Im vereinten Deutschland geboren – in den Einstellungen gespalten? OBS-Studie zur ersten Wendegeneration », Otto Brenner Stiftung, *OBS-Arbeitsheft*, n° 96, Frankfurt/Main, 2019.

des transferts pour les retraites et l'aide sociale à l'Est) est la traduction d'une politique de solidarité que les Allemands de l'Est n'ont pas suffisamment su ou voulu apprécier. Tout ceci est source de malaise et de frustration de part et d'autre.

Le malaise et la frustration visiblement très répandus outre-Elbe sont nés aussi du sentiment que les structures de pouvoir et de décision dans les nouveaux Länder sont, aujourd'hui encore, largement dominées par des cadres supérieurs ouest-allemands. Et cela dans tous les domaines. Un sentiment loin d'être infondé. Entre 1989 et 1994, 75 % des cadres politiques et administratifs est-allemands, pour la quasi-totalité membres du parti communiste SED, ont été limogés. Ce phénomène a touché tant les cadres supérieurs à Berlin-Est que les cadres moyens des villes et régions, pourtant loin à la fois de la capitale et des milieux de pouvoir. Ils ont été remplacés par des fonctionnaires ouest-allemands, souvent en début de carrière qui, jusqu'à nos jours, occupent toujours des postes de responsabilité dans les nouveaux Länder. Les seuls acteurs est-allemands qui ont su faire carrière après 1989 sont ceux qui étaient dans l'opposition avant la chute du Mur, ou qui ont échappé à l'embrigadement exercé par le pouvoir communiste d'avant 1989.

Angela Merkel, physicienne et fille de pasteur, ou l'ancien président fédéral Joachim Gauck, pasteur aussi, en sont des exemples très représentatifs. Le remplacement des cadres et des élites est-allemands ne s'explique pas seulement par l'attitude anti-communiste des dirigeants ouest-allemands. Le transfert des institutions administratives, de la politique d'enseignement et du cadre juridique de la République fédérale vers les nouveaux Länder nécessitait à partir de 1990 du personnel qualifié, en particulier des enseignants et des juristes, qui ne pouvaient au début venir que de la RFA. En 2019, cet argument ne convainc plus, le système de formation des élites, en particulier l'enseignement supérieur, étant le même partout en Allemagne. Or, trente ans après la chute du Mur, les Allemands de l'Est restent proportionnellement très sous-représentés à tous les niveaux et dans toutes les instances de décision politiques, économiques, administratives et culturelles – y compris dans les nouveaux Länder.

Les Allemands de l'Est représentent aujourd'hui 17 % de la population du pays. Dans les nouveaux Länder, ils sont 87 %. Or, ils ne représentent que 70 % des dirigeants politiques dans les Länder et dans les communes d'Allemagne de l'Est. Dans le domaine de la justice est-allemande, seulement 13 % des juges sont originaires d'Allemagne de l'Est. Parmi les cadres supérieurs du service public dans les nouveaux Länder, à peine 4 % à 5 % viennent de l'Est. Les Est-Allemands ne comptent que pour 13 % des cadres moyens des administrations locales. Dans les entreprises est-

allemandes on ne dénombre que 33 % de managers et 25 % de chefs d'entreprises est-allemands – alors que l'économie est privatisée depuis 1994. Seulement 14 % des recteurs et doyens des universités est-allemandes sont originaires de l'ex-RDA. Dans les instituts de recherche des nouveaux Länder (Max-Planck, Fraunhofer, etc.), on ne compte que 15 % d'Allemands de l'Est occupant des postes de responsabilité. Dans une Bundeswehr déployée sur l'ensemble du territoire, on ne compte que 2 % d'Allemands de l'Est parmi les généraux d'Armée. Dans les médias est-allemands (radio et télévision), seulement 25 % des postes de responsabilité sont occupés par des personnes originaires des nouveaux Länder. Parmi les rédacteurs en chef des journaux est-allemands, à peine la moitié est originaire de l'Est²⁸.

Dans son ensemble, « l'élite » des nouveaux Länder compte 23 % d'Allemands de l'Est, alors que ces derniers représentent, rappelons-le, 87 % de la population. À l'échelle nationale, « l'élite dirigeante » de la République fédérale compte 1,7 % d'Allemands de l'Est, alors qu'ils représentent 17 % de la population²⁹. Pratiquement exclus des postes de cadres dirigeants de leurs régions, les Allemands de l'Est ont évidemment non seulement moins d'accès aux postes de responsabilité, mais aussi aux salaires qui leur correspondent. Ce qui se reflète également au niveau de l'accès à la propriété immobilière dans les grandes villes est-allemandes – largement occupées par des Allemands de l'Ouest. L'égalité des chances n'est donc pas seulement remise en question si l'on compare l'Allemagne de l'Ouest aux nouveaux Länder, mais aussi – et même surtout – à l'intérieur de ces derniers entre Allemands de l'Est et de l'Ouest.

Que cette situation soit ressentie comme une injustice, comme une forme flagrante de discrimination, ne peut guère surprendre. Pas plus que le fait que la démocratie, telle quelle a été transférée d'ouest en est, n'est pas perçue par tous les Allemands de l'Est comme le meilleur régime politique imaginable. Le vote AfD en découle presque tout naturellement.

28. R. Gebauer et A. Salheiser, « Bestandsaufnahme Ostdeutsche Eliten 2017 », disponible sur : www.researchgate.net.

29. M. Bluhm et O. Jacobs, « Wer beherrscht den Osten? Ostdeutsche Elite ein Vierteljahrhundert nach der deutschen Wiedervereinigung », Universität Leipzig, 2016.

De la frustration au vote AfD : les nouveaux Länder, fief de l'extrême-droite ?

L'image des nouveaux Länder se détériore. S'ils n'ont pas le monopole des actes de violence contre les immigrés et les foyers des demandeurs d'asile, ces actes sont proportionnellement beaucoup plus nombreux à l'Est qu'à l'Ouest. Depuis les années 2000, le parti néo-nazi NPD fait des scores élevés aux élections à l'Est, et envoie régulièrement des représentants dans les chambres régionales, ce qui n'est pas le cas à l'Ouest. Le Nationalsozialistische Untergrund, formation terroriste d'extrême-droite, est né dans les nouveaux Länder. Tout comme le mouvement de citoyens PEGIDA³⁰, qui a vu le jour à Dresde (et LEGIDA à Leipzig). Or, PEGIDA est resté un phénomène largement limité à l'Est, et continue ses activités aujourd'hui encore pour l'essentiel en Saxe³¹. Enfin, l'AfD. Aux législatives de 2017, ce parti a obtenu 20,5 % dans les nouveaux Länder, contre à peine 11 % à l'Ouest. Aux élections régionales de septembre et octobre 2019, l'AfD a réalisé des scores historiques avec 27,5 % en Saxe, 23,5 % au Brandebourg et 23,4 % en Thuringe. Dans les sondages de l'automne 2019, l'AfD se trouve à 21 % en Saxe-Anhalt et à 18 % au Mecklembourg-Poméranie.

En revanche, dans les anciens Länder, l'AfD est loin de bénéficier du même soutien dans les sondages : 12 % au Bade-Wurtemberg, 9 % en Bavière, 14 % à Berlin (en raison d'un fort soutien à Berlin-Est), 6 % à Brême, 9 % à Hambourg, 13 % en Hesse, 8 % en Basse-Saxe, 7 % en Rhénanie du Nord-Westphalie, 12 % en Rhénanie-Palatinat, 8 % en Sarre et 7 % au Schleswig-Holstein³². Si l'on ne peut pas qualifier l'AfD de « parti est-allemand », force est de constater qu'il joue dans les nouveaux Länder le rôle d'un « parti de rassemblement », en tête, ou en deuxième position lors des élections, alors que dans les anciens Länder, il ne dépasse pas le seuil global de 11 % et se trouve en quatrième position sur l'échiquier politique, derrière

30. Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident ; en allemand : *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*

31. Pour une vue d'ensemble des différentes mouvances d'extrême-droite en Allemagne, voir P. Moreau, *L'Autre Allemagne. Le réveil de l'extrême-droite*, Paris, Éditions Vendémiaire, 2017.

32. Plus d'informations sur : www.wahlrecht.de.

la CDU-CSU, les Verts et le SPD, et suivi de près par les libéraux du FDP et par Die Linke.

L'AfD est largement dominée par des ténors qui ont leur QG dans les nouveaux Länder, tels Alexander Gauland, porte-parole de l'AfD et élu du Brandebourg au Bundestag, ou Björn Höcke, chef de file de l'AfD en Thuringe. Alexander Gauland n'est certes pas le représentant le plus radical de l'AfD. Mais il est apprécié et soutenu par l'aile dure de ce parti, Der Flügel (l'Aile), et dont les ramifications se trouvent surtout dans les nouveaux Länder. Après les élections régionales, les chefs du Flügel, courant qualifié de *völkisch* en Allemagne et proche des milieux de l'extrême-droite dure et du mouvement des « Identitaires », s'apprêtent à prendre le pouvoir dans les instances dirigeantes de l'AfD. Il s'agit notamment de Björn Höcke (Thuringe), d'Andreas Kalbitz (Brandebourg) et de Jörg Urban (Saxe), trois dirigeants qui exhibent publiquement leurs liens avec les mouvements néonazis allemands, et qui y ont évolué pendant de longues années (c'est notamment le cas de Kalbitz)³³. Leur objectif est l'arrivée au pouvoir à Berlin et un changement de régime en Allemagne.

Il serait toutefois simpliste de classer les nouveaux Länder dans la « fachosphère » et de sous-estimer les dérives droitières à dans les anciens Länder. L'AfD est un phénomène pan-allemand et il est présent dans toutes les chambres régionales, même si le vote en faveur de parti est deux à trois fois plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest. De même, seule une minorité des électeurs de l'AfD se classent parmi les partisans de l'extrême-droite dure, répondant à l'ensemble des critères qui la caractérisent (antisémitisme, xénophobie, social-darwinisme, racisme³⁴). En revanche, le terreau de l'AfD est clairement plus fertile à l'Est. Selon des sondages réalisés en septembre 2018, 73 % des Allemands de l'Ouest font confiance à l'état de droit en Allemagne (seulement 50 % en Allemagne de l'Est)³⁵. De même, 30 % des Allemands de l'Est approuvent « globalement » les idées et les positions de l'AfD sur l'immigration, sur le rejet de l'islam et la nécessité d'un régime politique autoritaire, alors que ce soutien se limite à 19 % dans les anciens Länder³⁶.

Ces orientations se nourrissent largement des frustrations que les Allemands de l'Est ressentent depuis l'unification et de perspectives économiques futures plutôt ternes des nouveaux Länder. « Impuissance » et

33. « Der völkische Flügel übernimmt die AfD », *Der Spiegel*, 6 septembre 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

34. A. Zick, B. Küpper et W. Berghan (dir.), « Verlorene Mitte – Feindselige Zustände. Rechtsextreme Einstellungen in Deutschland 2018/2019 », Bonn, Dietz Verlag, 2019.

35. ARD-DeutschlandTrend September 2018, disponible sur : www.infratest-dimap.de.

36. Verlorene Mitte – Feindselige Zustände », *op. cit.*, p. 255.

« colère » sont des termes qui reviennent sans cesse dans les sondages ; impuissance et colère face à la globalisation et son impact négatif sur la qualité de vie des plus faibles, face à l'immigration que les Allemands de l'Est reprochent à Berlin de ne pas maîtriser, de ne pas prendre au sérieux, face enfin à une situation économique qui se dégrade³⁷. Si l'AfD a su drainer les votes d'extrême-droite en Allemagne jusqu'à peu éparpillés entre plusieurs formations, l'ensemble de ses électeurs ne se situent pas tous au sein de ce courant. Le vote en faveur de l'AfD est et demeure avant tout un vote de protestation contre les conditions de vie dans les nouveaux Länder et aussi contre la domination politique, économique et financière ouest-allemande.

Jusqu'à récemment, c'est le parti Die Linke qui a représenté « la pensée est-allemande ». Or, pour beaucoup d'électeurs des nouveaux Länder, Die Linke, qui participe à nombre de coalitions gouvernementales dans l'est de l'Allemagne, fait aujourd'hui partie de « l'establishment politique », et donc du « système » que l'AfD prétend combattre. Toutefois, la radicalisation en cours de l'AfD dans les nouveaux Länder, les liens qu'elle y affiche avec les groupuscules néo-nazis, ainsi que la rhétorique de ses leaders (Björn Höcke en premier) clairement empruntée au III^e Reich, pourraient entraîner des divisions dans le parti. Car à l'Ouest, l'AfD s'efforce de se donner un air plus « modéré », libéral-patriotique, pour séduire les courants conservateurs de l'électorat chrétien-démocrate. Comme pour le Rassemblement national se pose donc, à terme, la question de savoir si l'AfD doit former une coalition avec la CDU-CSU pour arriver au pouvoir – une perspective qui n'est pas compatible avec une ouverture de ce parti sur les groupuscules néo-nazis.

Force est toutefois de souligner que nombre de responsables politiques chrétiens-démocrates des nouveaux Länder prônent un rapprochement avec l'AfD, une option catégoriquement refusée à Berlin par la direction du parti d'Angela Merkel. La fracture politique, économique et sociale entre anciens et nouveaux Länder se manifeste donc à tous les niveaux.

37. « Warum ticken die Osis so? », FAZ, 21 août 2019.

Conclusion :

De la division à la fracture, l'Allemagne 30 ans après

Passé l'enthousiasme qui a suivi la chute du Mur, les Allemands découvrent rapidement tout ce qui les sépare et commencent à prendre la mesure du chemin qui reste à parcourir pour parachever l'unification nationale par « l'unité intérieure ». Trente ans après, on n'y est que partiellement parvenu.

Certes, on ne parle plus du « Mur dans les têtes », une expression fréquemment utilisée dans les années 1990. La remise à niveau des infrastructures et de l'habitat est-allemands peut donner à penser que la promesse de Helmut Kohl – les fameux « paysages florissants » – s'approche aujourd'hui de la réalité. Une majorité d'Allemands de l'Est se réjouit des changements intervenus depuis 1989 et s'est intégrée dans une République fédérale dont elle approuve les valeurs et les principes de fonctionnement. Mais une minorité importante se voit encore comme faisant partie des « perdants » de l'unité, ou bien rejette le régime parlementaire allemand par conviction. Elle manifeste un attachement nostalgique fort à l'ancienne RDA, réclame un État fort et se montre hostile au système politique et économique de la République fédérale, à ses valeurs et ses représentants. Au fur et à mesure que les conditions de vie se dégradent à l'Est, que les nouveaux Länder décrochent économiquement et déclinent démographiquement, alors que la globalisation et l'immigration obligent les citoyens est-allemands à s'ouvrir bien malgré eux « à l'étranger », la fracture qu'on peut aujourd'hui observer entre anciens et nouveaux Länder s'accroît, s'approfondit. « L'unité intérieure » demeure donc inachevée.

On aurait tort par ailleurs de réduire le fossé entre Allemands de l'Est et de l'Ouest à des déficits sur le plan matériel. La colère à l'Est ne vient pas que des transports publics qui se raréfient, des médecins qui manquent, des immigrés qui arrivent et des femmes qui partent. Le malaise est beaucoup plus profond. Les Allemands de l'Est – qui ne constituent pas une masse uniforme ! – ont eu avant 1989 des identités multiples, largement déterminées par le rapport qu'ils ont entretenu avec l'État communiste et la

« Stasi³⁸ ». Des identités qui n'ont pas pu évoluer, s'exprimer, s'affronter librement et dans un espace public dédié avant 1989. La population de la RDA fut donc, elle aussi, divisée lorsque s'est ouvert le Mur de Berlin. Ce qui les unira ensuite, pendant un temps, fut l'effort collectivement consenti pour en finir avec la dictature par une révolution pacifique et ensuite subir ou maîtriser les énormes bouleversements des années 1990. Cette expérience d'une réussite collective, le bonheur de ne pas avoir connu le drame de la place Tiananmen ainsi que la fierté d'avoir fait tomber non seulement le Mur mais d'avoir ainsi contribué à l'effondrement du régime soviétique n'a pas été reconnue à sa juste valeur par les Allemands de l'Ouest. Cette période n'étant d'ailleurs pas enseignée dans les lycées allemands (y compris à l'Est), les élèves l'ignorent très largement³⁹.

Aussi, le « peuple » est-allemand, grand vainqueur de l'automne 1989, s'est très vite vu remis à sa place et privé des fruits de sa victoire – hormis ceux de la consommation de masse dorénavant accessibles. Consommation « à l'occidentale », car avec la RDA disparaissent aussi ses symboles, ses marques et donc la « culture de masse » de cette dernière. Mais par-dessus tout, disparaîtra le contrat social qui avait lié la défunte RDA pendant quarante ans à sa population, contrat basé sur la protection et un sentiment d'appartenance fort, même s'il fut fondé sur la contrainte. Les habitants de la RDA, socialement et politiquement embrigadés du berceau jusqu'à la tombe, ont travaillé pour un État est-allemand qui, en contrepartie, s'est engagé à les accompagner à tous les niveaux de leur existence et à les protéger contre les vicissitudes de la vie – pourvu qu'ils se conforment aux règles. Pour beaucoup, dès lors qu'ils se sont arrangés avec le pouvoir, la RDA fut un véritable foyer, une deuxième famille, un cadre autoritaire de référence et d'orientation. Le Mur de Berlin empêchait les Allemands de l'Est de nouer avec le monde extérieur et, en les isolant, il les en protégeait en même temps. La RFA ne pouvait et ne voulait évidemment rien « offrir » de comparable. Aussi, le changement de régime et la disparition soudaine de leur cadre de vie ont plongé une majorité d'Allemands de l'Est, subitement exposés – et même brutalement surexposés – aux aléas de la condition humaine, dans un abîme sans fond. Et leur chute fut accompagnée du sentiment d'être méprisé, non reconnu, discriminé, et d'appartenir à une catégorie de citoyens de seconde classe. Ce narratif-là, s'impose de plus en plus dans le débat outre-Rhin sur les trente ans de la chute du Mur. On verra en 2029 s'il aura permis de cicatriser les plaies. En attendant, l'AfD surfe avec succès sur le mécontentement et n'hésite pas à s'approprier l'héritage

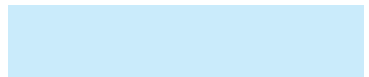
38. La Stasi fut l'abréviation que les habitants de la RDA avaient donnée au Ministère de la sécurité d'État (*Ministerium für Staatssicherheit*, MfS).

39. Hubertus Knabe, « Als Gorbatschow die Mauer öffnete. Von der friedlichen Revolution vor 30 Jahren und dem Ende des DDR-Unrechtsstaats erfahren deutsche Schüler fast nichts », *FAZ*, 31 octobre 2019.

de la révolution pacifique de 1989 qu'il promet aux Allemands de l'Est
« d'achever ». Et peut-être pas qu'aux Allemands de l'Est...

Les dernières publications du Cerfa

- F. Meixner, P. Figge, [Réseaux sociaux : la lutte contre les contenus haineux en Allemagne](#), *Notes du Cerfa*, n° 149, Ifri, octobre 2019.
- Groupe Daniel Vernet, [La dimension sociale de la politique européenne : un nouveau domaine de responsabilité franco-allemande](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, septembre 2019.
- C. Demesmay, B. Kunz, [Sustaining Multilateralism in a Multipolar World. What France and Germany Can Do to Preserve the Multilateral Order](#), *Notes du Cerfa*, n° 148, Ifri, juin 2019.
- E. Dubslaff, [Où va le SPD ? Les sociaux-démocrates allemands et la sortie de crise\(s\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 147, Ifri, mai 2019.
- Groupe Daniel Vernet, [Migration et cohésion en Europe : un défi, pas une contradiction](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, mai 2019.
- B. Schraven, [Lutter contre les causes migratoires : le discours allemand](#), *Notes du Cerfa*, n° 146, mars 2019.
- H. Stark, [Vers une intégration des économies française et allemande ? Les ambitions du traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2019.



Institut français
des relations
internationales